



Josep Anglada, président du parti ouvertement raciste Plataforma per Catalunya, samedi à Barcelone. PHOTO ALEJANDRO GARCIA. EFE. SIPA

La Catalogne, dernière victime du discours anti-étrangers

Le Parti populaire et Plataforma per Catalunya ont réalisé une poussée dimanche aux élections locales dans cette région traditionnellement à gauche.

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
Envoyé spécial à Badalone (Espagne)

Jouant sur le sentiment xénophobe, la vidéo électorale a porté ses fruits. On y voit des jeunes filles gambader librement dans les rues de la Catalogne d'aujourd'hui ; puis, sans transition, une projection en 2025 montre les mêmes gamines couvertes d'une burqa.

L'auteur de ce clip attisant le spectre d'un islam conquérant, Plataforma per Catalunya, seule formation officiellement raciste en Espagne, se frotte les mains. Jusqu'ici confidentiel, ce parti dirigé par Josep Anglada a multiplié son score par cinq : à l'issue des muni-

cipales de dimanche – véritable déculottée pour le Parti socialiste de José Luis Zapatero au niveau national –, il passe de 17 à 67 élus. Adeptes du porte-à-porte, les dirigeants de Plataforma per Catalunya n'ont pas froid aux yeux : ils militent pour une «*Catalogne propre*», proposant de retirer toute subvention aux étrangers, d'annuler les bourses d'études aux fils d'immigrés, et de faire payer aux consulats du Maroc et du Pakistan les dépenses que génèrent leurs ressortissants...

Badalone, troisième commune de Catalogne – proche de Barcelone –, ville aux 70 nationalités, en constitue un inquiétant laboratoire. Ces dernières années, dans cette cité-dortoir de 200 000 habitants, la

droite nationaliste (quoique faible en Catalogne) y a gagné du terrain, en agitant l'épouvantail de l'immigration. Avec succès, puisque ce dimanche, ce bastion socialiste depuis trois décennies est tombé dans l'escarcelle du Parti populaire (PP, droite). Le vainqueur, Xavier Garcia Albiol, avait axé sa campagne sur l'insécurité et sur un «*nécessaire contrat civil devant être signé par tous les étrangers*».

«**DÉLOYALE.**» Sur place, la poussée de cette réaction raciste est palpable. En particulier dans les quartiers d'Artigas-San Roc, La Salut ou La Pau, où le taux d'immigrés avoisine les 30%. Sur initiative du PP ou de Plataforma, beaucoup parlent de réduire la présence des immi-

grés. Artigas, par exemple, est un de ces anciens quartiers populaires qui, outre sa population d'ouvriers et de gitans autochtones, a assisté ces dernières années à un afflux massif de Marocains, et surtout de Pakistanais. Dans calle Chile, se succèdent le salon de coiffure Bismillah, des boucheries islamiques, la boutique vidéo Abbas. Les hommes arborent des salwar-kameez (robe) traditionnels, les femmes sont rares, on boit un peu partout du chai, le thé au lait. Se sachant fustigés, les Pakistanais se montrent discrets : le soir venu, les fidèles sortent furtivement d'une petite mosquée.

Ces quartiers constituent un terreau idéal : la plupart des «*autochtones*» sont eux-mêmes des émi-

grés, souvent âgés, venus du sud de l'Espagne dans les années 50-60. Et qui, en pleine crise économique (le chômage atteint ici 17%), voient d'un mauvais œil ces nouveaux arrivants. Cinq mille signatures ont été recueillies pour la fermeture de la mosquée, une modeste salle où se concentrent une grosse centaine de fidèles pakistanais. Angel Vendrell préside une association de quartier : «*On a mis en place une école pour leur enseigner le catalan et l'espagnol. Mais il y a beaucoup de tension. Ici, les gens voient l'étranger comme une menace, une concurrence déloyale, une source d'instabilité. Dans la plupart des cages d'escaliers, les différences culturelles augmentent la défiance mutuelle.*»

«**PYROMANES.**» Pour désamorcer les querelles de voisinage, les socialistes ont mis sur pied des «*unités de bonne coexistence*», les UCO. «*Cinq patrouilles de ces médiateurs travaillent sans répit, explique le maire sortant, Jordi Serra. Des dizaines d'édifices posent problème, c'est vrai, mais cela reste une minorité. La droite veut s'implanter, alors elle donne des coups bas.*» Khan, un grand Pakistanais qui tient deux commerces à Artigas, est inquiet : «*Les gens ici sont plus raisonnables que ces pyromanes racistes, d'autant que nous sommes une communauté modèle ; on va jusqu'à installer à nos frais les lumières de Noël ! Mon inquiétude, ce sont ces immigrés qui entrent par effraction dans des logements réquisitionnés par les banques, parce que leurs propriétaires n'ont plus les moyens de rembourser les prêts immobiliers. Ces squatteurs ne respectent aucune règle, aucune norme, et les conflits de voisinage se multiplient. Avec, toujours, l'immigré dans le rôle du coupable.*»

La crispation anti-étrangers s'est généralisée dans le reste de la Catalogne. La bourgade de Vic s'est ainsi opposée à l'inscription municipale de ses immigrés illégaux, une première. Au sud, dans la région de Tarragone, une demi-douzaine de mairies ont prohibé le niqab et la burqa dans l'espace public, même si ces accoutrements y sont très rares. Ces initiatives ont les faveurs du public. D'après l'institut Noxa, une grosse moitié des 7,5 millions de Catalans (tous partis confondus) estiment que le nombre d'immigrés est «*excessif*».

Le Parti populaire s'est engouffré dans cette brèche avec force. Parfois trop : récemment, le parti a lancé un jeu vidéo dans lequel une candidate, déguisée en Lara Croft, s'amuse à «*tuer*» des pions représentant... des étrangers. Face aux protestations, le PP a retiré ce jeu, et présenté des excuses. ◆